

Zeitschrift:	Kunst + Architektur in der Schweiz = Art + architecture en Suisse = Arte + architettura in Svizzera
Herausgeber:	Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte
Band:	53 (2002)
Heft:	4: Stadtansichten = Vues de villes = Vedute di città
Rubrik:	Universitäten / Hochschulen = Universités / Polytechnicum = Università / Politecnici

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

• LAURENT LANGER

La peinture murale officielle suisse autour de 1900. La décoration intérieure de l'ancien Tribunal fédéral de Montbenon à Lausanne (1891–1906), mémoire de licence sous la direction du professeur Philippe Junod, Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 2002. – Adresse de l'auteur: 19, ch. de Montétan, 1004 Lausanne.

Basé sur une riche documentation archivistique inédite, ce travail est consacré aux débuts de la politique culturelle fédérale à travers l'exemple de la décoration du Palais de justice national et se concentre sur un genre peu étudié, la peinture murale.

Le jeune Etat fédéral, créé en 1848, ne se dote pas immédiatement d'un organisme artistique: la Commission fédérale des beaux-arts (CFBA) ne voit le jour que quarante ans plus tard. Cherchant à promouvoir un art suisse, la CFBA se voit chargée de la plupart des manifestations et commandes artistiques au niveau national. Elle organise rapidement des concours fédéraux, afin d'orner de décorations pariétales d'importants bâtiments nationaux: le Polytechnicum de Zurich (1889), le Tribunal fédéral de Lausanne (1891 et 1893) et le Musée national de Zurich (1896). Critiquée suite à l'échec de la première Exposition nationale des beaux-arts qu'elle met sur pied, la jeune Commission reste cependant prudente et renonce à l'exécution des projets lauréats des deux premiers concours. Il est probable qu'elle considère ces

compétitions comme autant d'occasions de stimuler les peintres, de montrer les progrès de l'art suisse aux expositions nationales par le biais des œuvres primées, ainsi que d'estimer le niveau artistique du pays.

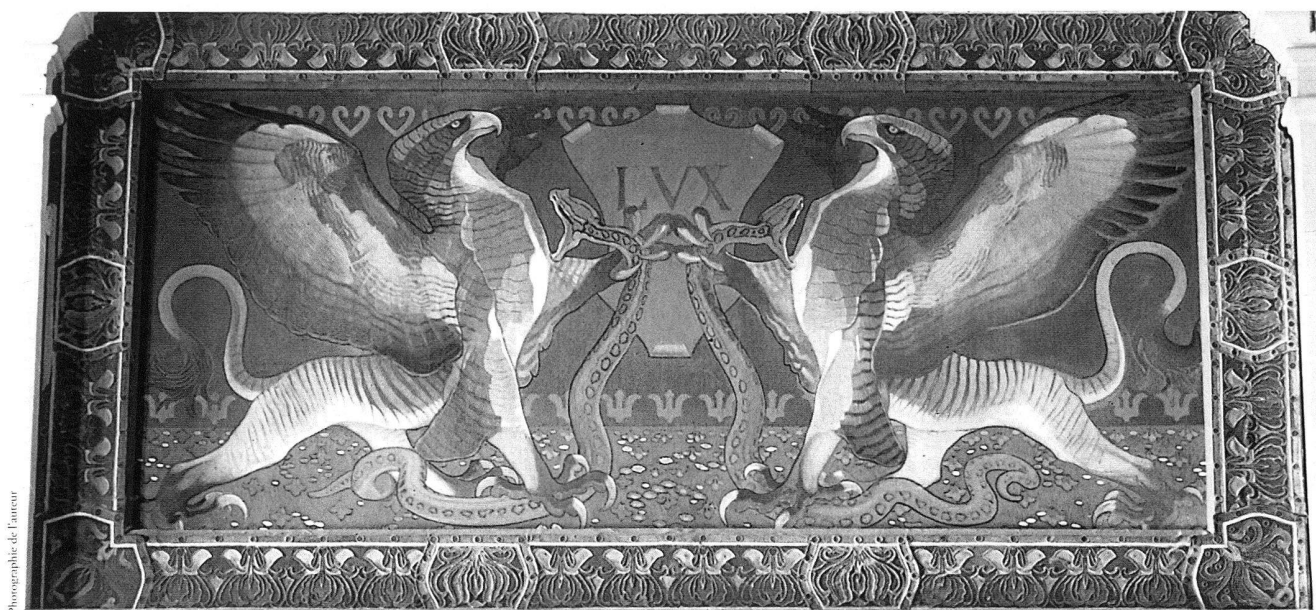
Malgré son intention de confier la décoration au vainqueur du concours de 1893, le jury, insatisfait des travaux reçus, en repousse encore la réalisation. Les projets soumis relèvent pour la plupart de tendances modernistes antinaturalistes comme le symbolisme, l'Art nouveau ou le synthétisme de Gauguin et ne correspondent pas aux canons esthétiques des membres de la CFBA, plutôt conservateurs. Cet épisode trahit une profonde fracture entre deux générations.

Toujours est-il que la Commission se doit de faire exécuter la décoration du Tribunal afin de ne pas mettre en jeu sa crédibilité déjà bien ébranlée. Elle renonce ainsi au principe du concours et décide de commander directement l'œuvre à un artiste. Son choix se porte sur un ancien membre de la CFBA, le peintre reconnu Paul Robert, qui avait déjà fait ses preuves dans le domaine de la décoration monumentale avec la cage d'escalier de l'actuel Musée d'Art et d'Histoire de Neuchâtel (1885–1894), plébiscitée par la population locale. Une fois de plus, la Commission joue la carte de la prudence.

Tandis que la commande ne lui échoit officiellement qu'en été 1902, Robert travaille au décor du Tribunal fédéral depuis fin 1898. Il ne l'achève cependant qu'au printemps 1906, soit deux ans après les délais imposés. Cet important retard est à mettre au compte de son surmenage et de ses nombreuses crises d'inspiration. Articulée autour de la cage d'escalier, l'œuvre d'art

totale de Robert est réalisée en étroite collaboration avec le décorateur anglais Clement Heaton. Elle comprend à l'origine deux grands panneaux, *La Justice enseigne les juges et L'avènement de la Paix*, deux bas-reliefs en bronze, des appliques, une frise composée de sept dessus-de-porte représentant *Lex, Jus, Pax, Lux* et *l'Innocence*, un entablement composé de têtes couronnées christiques et de reliefs figurant alternativement des balances et des livres posés sur des épées, ainsi qu'un plafond tapissé de bandes de toile gaufrée à motifs géométriques.

Suite à une période de profonde remise en question religieuse survenue dans les années 1883–85, Robert se voue à une évangélisation par l'image, dont le décor lausannois est un exemple frappant. La première toile représente la Justice indiquant dans un livre ouvert – la Loi de Dieu – la réponse au litige qui se déroule au premier plan. Tandis que plaignants et accusés s'y agitent, deux anges de la Justice imminente dominent la composition. Structure étagée et divisée verticalement, personnage central hiératique, attributs tels que balance, glaive et livre ouvert sont autant d'indices qui signalent une grande parenté avec un Jugement dernier, acte de justice suprême dans l'imaginaire chrétien. Quant à la seconde toile, elle figure le règne de la paix qui peut s'établir après la parousie. Guidée par la Justice, sa mère, la Paix est accueillie dans la liesse par l'humanité, ainsi que par deux chœurs d'anges musiciens. Pour le schéma de ces deux compositions, le peintre s'inspire principalement d'œuvres du XV^e siècle, notamment de Fra' Angelico, adoptant une démarche proche de celle des Nazaréens.



Paul Robert, *Lux*, 1902–1905, détrempe sur toile, env. 170 × 317 cm, Lausanne, ancien Tribunal fédéral de Montbenon, actuel Tribunal d'arrondissement de Lausanne.

Face aux peintures murales du *Landesmuseum* et du Palais fédéral, celles du Tribunal surprennent par leur manque de caractère national. Ingénieux, Robert a sans doute su profiter de la situation d'urgence que vivait la CFBA, afin de distiller son message religieux personnel dans le siège de la justice helvétique. La mise en perspective de l'œuvre de Robert avec les autres décorations murales officielles autour de 1900 révèle un ensemble peu cohérent mais d'une grande richesse iconographique, où la peinture d'histoire (Musée national) côtoie la scène de genre, le paysage (Palais fédéral) et le sujet allégorique à message religieux.

Laurent Langer



Paul Robert, *La Justice enseigne les juges*, 1902–1905, détrempe sur toile, env. 595 × 535 cm, Lausanne, ancien Tribunal fédéral de Montbenon, actuel Tribunal d'arrondissement de Lausanne.

Organisationen Associations Associazioni

«Beruf Kunsthistoriker/in?»

Podiumsdiskussion der Vereinigung der Kunsthistorikerinnen und Kunsthistoriker in der Schweiz

Der Berufsalltag der Kunsthistorikerin und des Kunsthistorikers hat in den meisten Fällen wenig zu tun mit dem, was sie oder er während (durchschnittlich) sieben Jahren an der Universität erlernt hat. Muss man sich also die fehlenden (oder vielleicht noch schlummernden) Qualifikationen im Anschluss an das Studium durch ein teures Nachdiplomstudium in «Kulturmanagement» sozusagen «erkaufen»? Oder ist vielmehr zu fordern, dass die Universitäten die Studienordnungen so gestalten, dass über die Erlernung wissenschaftlichen Arbeitens hinaus auch andere – auf die praktische Tätigkeit ausgerichtete – Kompetenzen erlangt werden können, und zwar durch die Integration von Themen wie Kulturpolitik und Kulturförderung, aber auch von Praktika in den Lehrgang?

Diese Fragen standen im Zentrum einer Podiumsdiskussion anlässlich der Jahresversammlung der Vereinigung der Kunsthistorikerinnen und Kunsthistoriker in der Schweiz (VKKS) am 7. Juni 2002 in Bern. Die Teilnehmerinnen und Teilnehmer auf dem Podium (Elisabeth Dalucas, Direktorin Museum zu Allerheiligen und Kulturbefauftragte der Stadt Schaffhausen; Pascal Griener, Professor in Neuenburg; Claude-Alain Künzi, Lizentiat in Neuenburg; Irene Müller, Leiterin Dokumentation am Schweizerischen Institut für Kunstgeschichte, Zürich; Peter Stohler, Museum Bellerive, Zürich) waren sich einig, dass die Kunsthistorischen Institute der Universitäten mehr tun könnten und müssten, um den Austausch zwischen Wissenschaft und Praxis zu intensivieren. Umgekehrt wurde betont, dass – zum Beispiel – auf Seiten der Museen Interesse an Kooperationen besteht, die von der Aufarbeitung eines Sammlungsbestandes im Rahmen einer Lizentiatsarbeit bis hin zu gemeinsamen Ausstellungsprojekten gehen können. Die Studierenden erlernen dabei nicht nur Praktisches und «Handwerkliches». Noch fast wichtiger ist die Bildung eines Netzwerkes, das die Berufsaussichten für diejenigen Uniabsolventinnen und -absolventen, die nicht eine wissenschaftliche Laufbahn einschlagen, verbessert. Pascal Griener betonte, dass die Universitäten eine Verpflichtung haben, den Studierenden Hilfestellung zu leisten bei der Planung ihres Curriculums. Er sieht eine Zukunft in modularen Bildungssystemen, die es den Studierenden ermöglichen, im Rah-

men der – vom Podium durchaus befürworteten – Offenheit der universitären Lehrgänge eine zielgerichtete Ausbildung zu absolvieren: jede Studentin, jeder Student solle seine Auswahl an Inhalten treffen können – «faire son shopping», wie es Pascal Griener ausdrückte.

Im Laufe der Diskussion wurde klar, dass es nicht um die Frage geht, ob eine Revision der Studiengänge und die Einführung von Praktika an der Universität ein Nachdiplomstudium oder einen Nachdiplomkurs unnötig machen würden: Sowohl die nachuniversitäre Weiterbildung als auch eine Weichenstellung bereits während des Studiums sollen möglich sein. An die Professorinnen und Professoren sowie die Dozierenden der Universitäten richtet sich die Aufforderung, im Rahmen ihrer Lehrveranstaltungen vermehrt die Verbindung mit der Praxis zu suchen, wobei selbstverständlich nicht nur das Museums- und Ausstellungswesen gemeint ist (das aufgrund der Podiumszusammensetzung an diesem Nachmittag im Vordergrund stand), sondern auch andere Bereiche wie zum Beispiel die Denkmalpflege. Gleichzeitig geht aber auch an die Studierenden die Empfehlung, selber aktiv zu werden und Kontakte zu möglichen späteren Arbeitsfeldern zu suchen. (Gemäss einer Umfrage der Konferenz Schweizer Kunstmuseen bieten rund ein Dutzend Museen dieser Sparte in der Schweiz Praktikumsstellen an.) Letztlich geht es nicht «nur» um die Frage der Berufsaussichten von Studienabsolventen, sondern darum, dass Kunsthistorikerinnen und Kunsthistoriker nicht *trotz*, sondern *mit* ihrem wissenschaftlichen Hintergrund weiterhin eine Rolle spielen werden im Kulturbetrieb.

Franziska Kaiser,
Vorstandsmitglied VKKS